

TOGO : FICHE PAYS – AVRIL 2023



Catégorie OCDE (2022) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B/ B3/-
 Change : F CFA / Régime de change fixe (indexation à l'euro)
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -11% à l'horizon 2030

FORCES

- Croissance soutenue par des projets d'investissement partiellement financés par le secteur privé.
- Activité économique dominée par les services, (dynamisme de l'activité du port de Lomé).
- Amélioration du climat des affaires

FAIBLESSES

- Forte détérioration des finances publiques
- Poids élevé du service de la dette
- Tensions politiques et sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques: amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : La croissance devrait se stabiliser autour de 5,5% en 2023-24, tirée par les investissements publics du plan de développement 2020-25 et l'activité du port de Lomé qui contribue au dynamisme de l'activité du secteur des services. L'inflation tend à ralentir mais reste élevée (supérieure à 6% en mars 2023 contre 1,4% en moyenne sur la période 2011-19) et devrait encore peser sur la consommation.
- Vulnérabilité des comptes publics : le gouvernement vise une réduction progressive de son déficit pour le ramener de - 7,3% en 2022 à -3% du PIB (critère de convergence UEMOA) en 2026, grâce à la baisse des dépenses courantes et à l'amélioration de la mobilisation des recettes. Les perspectives électorales de 2023 pourraient ralentir la levée des mesures prises contre l'inflation (subventions) en 2022 et, plus généralement la réduction des dépenses, maintenant un déficit autour de -6% en 2023. Le ratio d'endettement public, proche du plafond du critère de convergence UEMOA (70 %) devrait en conséquence peu évoluer. Le Togo reste parmi les pays les plus endettés de la zone (68% du PIB en 2022).
- Vulnérabilité extérieure : le déficit courant devrait continuer à se creuser pour atteindre - 4% en 2023 avec le maintien du niveau élevé des prix des biens importés et une évolution moins favorable des cours des produits d'exportation (phosphate, coton). Les opérations de reprofilage de la dette publique en 2019-20 avaient contribué à diminuer le poids de la dette domestique au profit de la dette extérieure qui reste modérée (40%). Le gouvernement devrait privilégier les financements concessionnels.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire a bénéficié des injections de liquidité de la BCEAO en 2020 et 2021. La concentration des crédits sur les secteurs du commerce et des transports, particulièrement touchés par la crise reste un facteur de vulnérabilité. Le taux d'inclusion financière (86%) est le plus élevé d'UEMOA.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : la situation politique et sociale s'est stabilisée après les élections présidentielles de février 2020 qui ont conduit à la réélection de F. Gnassingbé. Les tensions restent cependant fortes et l'équilibre fragile. La perspective des élections législatives de fin 2023 pourrait accentuer les manifestations de mécontentement.
- Climat des affaires : d'importants efforts ont été réalisés pour améliorer le climat des affaires. Le Togo a adhéré à deux conventions de l'OCDE concernant d'une part la lutte contre la fuite de capitaux et d'autre part la fiscalité des multinationales du numérique.

Environnement et politique du climat

- Vulnérabilité climatique : Le Togo est vulnérable aux changements climatiques (130^{ème} sur 181 selon l'indice de vulnérabilité ND Gain). Ses émissions de CO2 sont relativement faibles (130^{ème} sur 145 pour les émissions/ hab.) mais ont augmenté entre 2014 et 2018 (+4,5%) alors qu'elles avaient baissé entre 2010 et 2014 (-1,7%). Le Togo s'est engagé à les réduire de 11% d'ici 2030, en particulier en développant les énergies renouvelables (éolien, solaire).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)

	Exportations	Importations		Importations
Bénin	14,7%	Chine	20,8%	
Burkina Faso	14,3%	France	8,7%	
Mali	8,4%	Inde	5,6%	
Niger	8,2%	Ghana	4,6%	
France (8 ^{ème})	5,5%	Nigéria	4,5%	

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

	Exportations	Importations		Importations
Phosphate, ciments	18,3%	Combustible, pétrole	12,5%	
Combustible, pétrole	10,9%	Véhicules automobiles	11,2%	
Matières plastiques	10,8%	Matières plastiques	7,2%	
Coton	10,5%	Machines, engins mécaniques	6,6%	
Pâtes cosmétiques	7,0%	Produits pharmaceutiques	5,9%	

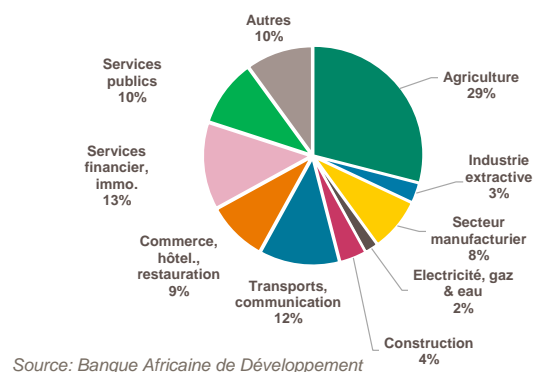
Source: International Trade Center, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TOGO	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	7,1	7,2	7,6	8,4	8,2	9,0	9,7
<i>Rang PIB mondial</i>	146	146	146	143	141	140	139
Population (Mns)	8,0	8,2	8,4	8,7	8,9	9,1	9,3
<i>Rang Population mondiale</i>	98	98	98	95	94	92	90
PIB / habitant (USD)	884,2	875,8	897,9	973,7	921,3	990,2	1 036,1
Croissance PIB (%)	5,0	5,5	1,8	5,3	5,4	5,5	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	5,3	2,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	47,3	46,1	50,9	47,5	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	57,0	52,4	60,3	63,7	68,0	68,5	69,0
Solde public (% PIB)	-0,6	1,6	-6,9	-4,6	-7,3	-6,1	-5,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	9,9	13,8	17,4	15,2	17,9	16,2	15,5
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-2,6%	-0,8%	-0,3%	-0,9%	-2,8%	-4,0%	-3,7%
IDE (% du PIB)**	3,5%	-4,2%	-0,7%	-3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,6	5,6	5,4	5,2	4,1	3,6	3,7
Dette extérieure totale (% PIB)**	24%	28%	34%	35%	40%	42%	42%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,9%	4,5%	4,2%	4,9%	NA	NA	NA
Taux de change	555,7	586,3	575,6	554,5	622,4	NA	0
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	14,1	17,1	13,5	24,7	NA	NA	NA
Taux de NPL	17,8	16,5	15,9	NA	NA	NA	NA
ROE	14,3	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	172	170	162	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	137	97	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (145 pays) ^a	140	131	130	130	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	136	132	NA	NA	NA	NA	0
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources: FMI (REO 04/2023);*Banque Mondiale;**Oxford Economics
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Pays : part des secteurs dans l'activité (% de la valeur ajoutée 2021)



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie dominée par les services**

Le secteur primaire représente de l'ordre de **25%- 30% de la valeur ajoutée nationale**. La production agricole togolaise est concentrée sur le **coton**, le cacao et le café. Le développement de la filière agricole, notamment la production de riz et de soja, figure parmi les priorités du gouvernement qui a défini une feuille de route visant à créer 10 agropoles entre 2017 et 2030. L'objectif est d'augmenter les rendements, de développer la transformation locale et faciliter la commercialisation des produits agricoles.

Le secteur secondaire (de l'ordres de **10-12% de la valeur ajoutée**) concerne notamment l'extraction de **phosphate**. Le Togo a conclu fin 2019 un accord de partenariat avec la société nigériane Dangote Industries pour développer la production d'engrais, destinée au marché régional. Le pays produit également des matières plastiques. Le gouvernement a mis en place une **politique de développement industriel** axée en particulier sur l'**agro-alimentaire** (porter de 19% à 40% la part des produits transformés localement) et le textile. La **plate-forme d'Adétikopé (PIA)**¹ constitue un outil majeur de cette politique. Les **services (environ 55%-60% de la valeur ajoutée)** sont particulièrement dynamiques dans le secteur des **transports** grâce à l'activité du **port de Lomé**, en pleine expansion. Le port togolais est depuis 2021 le **4^{ème} port africain en termes de volume de conteneurs** et figure dans le classement mondial des 100 plus grands ports à conteneurs. Les **autorités prévoient d'en doubler la capacité au cours des 10 années à venir**.

Son activité est complétée par celle de **PIA** sur le site de laquelle a été construit un port sec franc. Cette plateforme logistique vise à décongestionner le Port autonome de Lomé et améliorer le positionnement stratégique du Togo comme « hub » pour la sous-région.

Le gouvernement favorise en outre le développement du secteur privé, en particulier des PME et des start-ups. Des mesures ont été prises début 2023 en vue de renforcer l'innovation technologique et le numérique, grâce à la création d'un mécanisme de labellisation et à des incitations fiscales et douanières. Le nombre de nouvelles entreprises a progressé de + 11% entre 2020 et 2022 à près de 14 000 nouvelles entreprises, et de +17% au T1 2023.

- **Une croissance relativement dynamique, mais sans accélération en 2022-2023**

Après le ralentissement observé en 2020, l'économie togolaise a retrouvé en 2021 un rythme de croissance

comparable à la moyenne annuelle d'avant crises (de l'ordre de 5%).

La réalisation du plan de développement à MT (« Feuille de route 2020-25 ») soutiendra les investissements, notamment dans le secteur des transports en 2032-24. L'activité de ce secteur sera tirée par le développement des infrastructures portuaires et routières. La production manufacturière devrait progresser avec l'extension des activités, notamment de textile et de transformation agro-alimentaire de la PIA. Toutefois, l'inflation qui tend à ralentir mais reste élevée (6,3% en mars 2023 contre 1,4% en moyenne sur la période 2011-19) devrait encore peser sur la consommation.

La croissance ne devrait pas fortement accélérer, mais se stabiliser autour de 5,5%-6%, soit un niveau supérieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (3,6% en 2023 et 4,2% en 2024) mais inférieur aux prévisions pour l'UEMOA (6,1% en 2023 et 7,4% en 2024)².

- **Secteur bancaire**

Le secteur bancaire togolais est composé de dix-sept **banques**, majoritairement des filiales de groupes bancaires panafricains. En 2021, Orabank Togo est la première banque du pays (près de 19% de parts de marché). Ecobank, originaire du Togo, est le premier groupe bancaire de l'UEMOA, détenant environ 10% des parts de marché de l'Union.

Le taux d'inclusion financière du Togo atteignait 86% en 2021, le taux le plus élevé de l'UEOMA devant le Bénin (85%) et la Côte d'Ivoire (82%). Cette performance est le résultat d'une Stratégie nationale d'inclusion financière, basée sur la microfinance et les solutions d'argent mobile (notamment le système de transfert numérique d'espèces Novissi). En 2022, près d'un quart de la population adulte détenait un compte bancaire, plus de 30% un compte dans une institution de microfinance et près de 80% utilisaient une solution d'argent mobile.

En août 2021, l'Etat a cédé à l'investisseur burkinabé IB Holding une partie de sa participation dans la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI). Les mauvaises performances de cet établissement pesaient depuis plusieurs années sur le secteur. Par ailleurs, le processus de privatisation de l'Union Togolaise de Banque (UTB) est en cours.

La **forte concentration des crédits** sur certains secteurs (commerce et transports surtout), constitue une source de vulnérabilité, mais la reprise attendue dans ces domaines d'activité devrait limiter les risques. Les banques togolaises, comme celles des pays de la zone

¹ Plateforme dédiée à la transformation des ressources naturelles du pays et aux exportations agricoles,

² Prévisions FMI, REO Avril 2023

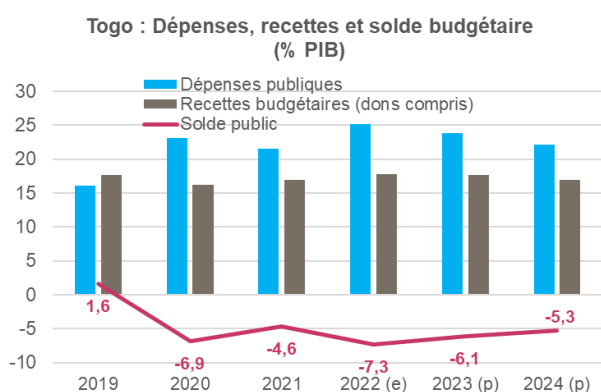


UEMOA, ont bénéficié des injections de liquidité de la BCEAO en 2020 et 2021.

A fin 2021 le ratio de capitalisation avoisinait 25%, en nette amélioration par rapport à 2020 (13,5%) et supérieur au minimum requis par la BCEAO (9,5%)³. Le ratio de prêts non performants est de l'ordre de 16%, supérieur à la moyenne de la zone (10% à fin 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le soutien à l'économie pèse sur les finances publiques**



Source: FMI, REO avril 2023

Grâce à la maîtrise de ses dépenses et à la hausse de ses recettes, le Togo avait assaini ses finances publiques et nettement réduit son déficit en 2017-2018 avant de dégager un excédent en 2019. La crise de la COVID a entraîné une nette détérioration du solde en 2020 qui n'a été que partiellement résorbé en 2021.

Le gouvernement a l'objectif de ramener le déficit en-dessous du seuil de -3% du PIB à horizon 2026. Il prévoit notamment de réduire progressivement ses dépenses courantes (de 15% du PIB en 2022 à 11% en 2025) et d'améliorer la mobilisation des recettes fiscales pour les porter de 12,9% du PIB en 2022⁴ à 15% en 2025.

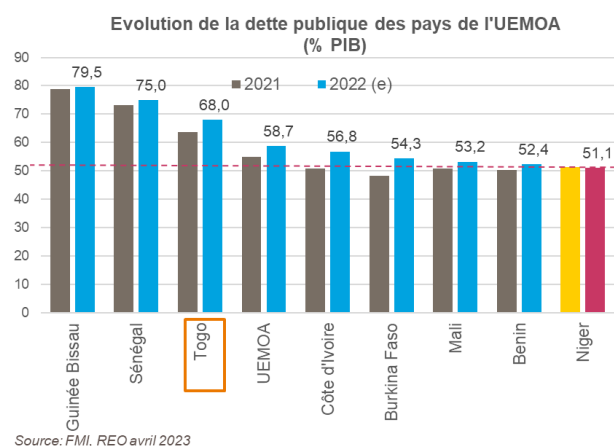
Les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre de la « Feuille de route », devraient être maintenues. Par ailleurs, des mesures mises en place en 2022 pour aider la population face à la hausse des prix (revalorisation des salaires/pensions, indemnités de transport, subventions sur les produits pétroliers...) devraient être reconduites au moins partiellement en 2023, année électorale. Enfin, le service de la dette devrait accentuer les tensions sur les finances publiques.

Le déficit devrait en conséquence rester élevé, de l'ordre de -6% en 2023. Il pourrait être ramené à -5% en 2024, sous réserve de la réduction effective des

dépenses et de l'amélioration de la mobilisation des recettes.

- **Risque de surendettement modéré**

Le ratio de dette publique progresse depuis 2019 en lien avec la dégradation des finances publiques et devrait dépasser 68% du PIB en 2022, se rapprochant du plafond du critère de convergence UEMOA (70 %). Le Togo figure parmi les pays les plus endettés de la zone UEMOA.



Source: FMI, REO avril 2023

Une gestion active de la dette a toutefois permis de réduire la vulnérabilité du pays. Le Togo a ainsi procédé au « reprofilage » de sa dette en 2019 et 2020 en vue de réduire la part de la dette domestique (levée sur le marché de l'UEMOA) dont les conditions étaient peu favorables (taux d'intérêt élevés, maturités courtes). Fin 2019 et mi-2020, le pays a levé des fonds auprès d'investisseurs internationaux, lui permettant de porter la part de la dette extérieure d'un-quart du total en 2017 à plus de 35% en 2022. Par ailleurs, les Autorités ont procédé à des émissions domestiques avec des échéances de plus en plus longues sur le marché régional⁵ afin d'allonger la maturité moyenne du portefeuille de dette (de 5 à 6,7 ans entre fin 2019 et mars 2022). Les conditions de marché ont été peu propices en 2022 à de nouvelles opérations. Les émissions sur le marché régional ont repris en 2023 mais avec des maturités courtes. Les contraintes de financement devraient rester fortes en 2023.

Malgré le reprofilage, le service de la dette continue à progresser. Le poids des intérêts pourrait atteindre 18% des revenus de l'Etat en 2022 selon le FMI, contre 15% en 2021⁶. Plus des 2/3 des revenus seraient destinés au paiement du service de dette (principal et intérêt) en 2022, l'un des ratios les plus élevés au sein de l'UEMOA, ce qui constitue une source de vulnérabilité. L'Etat devrait par la suite privilégier des sources de financement concessionnels.

³ Rapport 2020 de la Commission Bancaire UEMOA

⁴ Le taux de pression fiscale est de 13,6% en moyenne dans la zone.

⁵ Le Togo a émis la 1ère obligation à 15 ans sur le marché régional de l'UEMOA en novembre 2021,

⁶ FMI, rapport UEMOA Fev. 2023

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le déficit courant devrait se creuser**

Le déficit courant s'est détérioré en 2022 à près de -3% du PIB contre moins de -1% en 2021, avec la hausse des prix des biens importés, notamment alimentaires et énergétiques. Le Togo a en outre d'importants besoins d'équipements et de services pour la réalisation des projets de développement à moyen terme.

La base d'exportation du pays est étroite. Le Togo exporte du **phosphate**, dont les cours ont fortement progressé jusqu'à fin 2022 avant de se stabiliser à un niveau deux fois plus élevé que celui observé début 2020 avant la crise Covid. Le pays exporte également de l'**or**, dont prix se maintiennent à un niveau relativement élevé. Les cours du **coton** ont presque triplé entre mars 2020 et mai 2022, avant de se replier en raison d'une baisse de la demande. La demande de coton ne devrait pas fortement rebondir en 2023-24 dans un contexte de faible croissance mondiale pesant sur les perspectives de l'industrie textile.

Le Togo a également une **activité de réexportation** de biens (notamment de pétrole, d'automobiles) importés via le Port de Lomé et destinés aux marchés de la région. (**Burkina Faso** et Ghana en particulier).

Les conséquences positives du repli des prix des biens alimentaires sur la facture des importations devraient être atténuées par le maintien de cours élevés de l'énergie.

Au total, le solde courant devrait continuer à se dégrader et pourrait atteindre -4% du PIB en 2023.

Les flux d'IDE sont relativement élevés, provenant notamment d'autres pays de la zone (Burkina Faso avec CimMetal Group ou du Nigeria avec Dangote). Le stock d'IDE a atteint 1,9 Mds \$ en 2021, contre 141 Mns USD⁷ en 2000, représentant près de 25% du PIB (18,5% en Côte d'Ivoire et 38% au Sénégal). La réalisation du plan de développement national et une relative stabilité du pays devrait continuer à attirer les investisseurs.

- **Une dette extérieure modérée**

Les opérations de reprofilage de la dette publique ont contribué à accroître la dette extérieure qui reste modérée (de l'ordre de 40% du PIB).

La dette extérieure du Togo est libellée en euro, limitant le risque de change compte tenu de l'indexation du F CFA.

Le pays devrait continuer à s'endetter pour couvrir ses besoins de financement, mais en privilégiant les financements concessionnels compte tenu de la détérioration des conditions de financement sur les

marchés. Des négociations sont en cours avec le FMI et pourraient conduire à un nouvel accord courant 2023.

- **Risque de change atténué par l'indexation du Franc CFA à l'euro**

Membre de l'UEMOA, le Togo appartient donc à la zone Franc. Fin décembre 2019, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé **une réforme du Franc CFA**, prévoyant notamment :

- un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en ECO⁸
- la fermeture du compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, sur lequel la BCEAO déposait, au moins 50% de ses réserves

En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro n'ont été remises en cause par cette réforme**, dont la mise en œuvre n'est pas encore effective.

Le cours du F CFA s'est déprécié de l'ordre de -5,5 % face au dollar en 2022, moins que les monnaies du Ghana (près de -40%), ou du Nigeria (-10%).

Les réserves de la zone UEMOA centralisées par la BCEAO étaient en repli en 2022 à 11,4 Mds FCA, représentant de l'ordre de 4 mois d'importations. Leur niveau devrait se stabiliser, sous réserve de l'absence de nouveau choc sur les prix des produits importés et de forte dégradation des soldes courants des membres de l'UEOMA. Le retour potentiel des pays sur les marchés internationaux et les financements obtenus auprès des prêteurs officiels (notamment FMI) seront également déterminants pour l'évolution de ces réserves.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Apaisement des tensions mais la situation politique et sociale reste précaire**

En 2017, le Togo a connu une grave crise socio-politique déclenchée par un projet de réforme constitutionnelle du Président Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005. Il avait alors succédé à son père resté 38 ans à la tête du Togo.

Le parti présidentiel a remporté les élections législatives de décembre 2018 boycottées par l'opposition. Après le vote de la révision Constitutionnelle en mai 2019, le Président togolais a été réélu en **février 2020** pour cinq ans, renouvelable une fois. Ce résultat a été contesté par l'opposition mais validé par la Cour constitutionnelle.

La hausse des prix et une baisse des revenus d'une partie des togolais ont accentué le mécontentement de la population. Des mouvements de protestation ne

⁷ Source : Direction du Trésor du Togo

⁸ ECO était le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc



peuvent être exclus à l'approche des élections législatives de fin 2023. La situation sécuritaire se dégrade au Nord du pays avec l'extension progressive du terrorisme qui touche la région du Sahel (Burkina Faso). L'Etat d'urgence est d'ailleurs déclaré dans ces régions depuis juin 2022.

- **Nette amélioration du climat des affaires**

Un **comité spécifique** a été créé pour suivre la mise en place des réformes en vue d'améliorer la gouvernance et le climat des affaires.

Le gouvernement togolais encourage le développement du secteur privé, en soutenant les partenariats public-privé pour la réalisation de son plan de développement. La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) résulte ainsi d'un partenariat avec un Groupe singapourien (Arise) et plusieurs projets dans le domaine de l'énergie sont réalisés dans ce cadre (centrale électrique de Kékéli, parc solaire de Blitta...).

Deux portails dédiés à l'investissement ont été lancés à l'été 2021 par le gouvernement⁹ pour promouvoir le pays auprès des investisseurs étrangers. Le Togo a adhéré à deux conventions de l'OCDE concernant d'une part la lutte contre la fuite de capitaux¹⁰ et d'autre part la fiscalité des multinationales du numérique.

Le Togo est **globalement moins bien classé que ses voisins selon les indicateurs de gouvernance**, mais a réalisé des **progrès notables en termes d'efficacité du gouvernement et de qualité de réglementation**.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

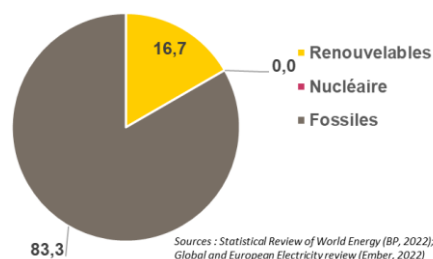
Le Togo est vulnérable aux changements climatiques (132^{ème} sur 181 selon l'indice de vulnérabilité ND Gain), en raison du poids de l'agriculture dans son économie.

Faible émetteur de CO2 (130^{ème} sur 145), le Togo s'est toutefois engagé à participer à l'effort mondial en réduisant de manière inconditionnelle de 11% ses émissions d'ici 2030 (à partir de l'année de référence 2010). Le gouvernement souhaite notamment **promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives au bois et au charbon de bois**. Les sources de production d'énergie renouvelables restent faibles (moins de 20%) dans le mix de production du pays, mais plusieurs projets sont en cours de réalisation.

⁹ « Investir au Togo » (www.investirauto.tg) et site de l'Agence de promotion des investissements et de la Zone franche (www.apizf.tg)

¹⁰ Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS

Togo : production d'électricité par sources, en % (2019=0,54 TWh)



Les capacités de la centrale solaire de Blitta, mise en service en 2021, seront portées de 50 à 70 MW d'ici fin 2023 et intégreront des batteries de stockage, faisant de la centrale la plus grande de ce type en Afrique de l'Ouest.

Des investissements massifs sont réalisés pour améliorer l'électrification du pays dans le cadre du « Projet des réformes et d'investissement dans le secteur de l'énergie au Togo » (Priset) qui bénéficie du soutien de la Banque mondiale, de l'UE, de l'AFD et la Banque allemande de développement (KfW). Le taux d'électrification atteignait 52% en 2019 et le pays vise 100% à l'horizon 2030.

Par ailleurs, le Togo vise une réduction de 20% de la consommation de carburant d'origine fossile grâce notamment à l'amélioration du réseau routier et à la promotion de transports collectifs.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.